

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Il y a des députés qui rient, mais j'ai appris, non seulement en écoutant la radio, mais en conversant avec des gens dans mon bureau, que les gens se demandent s'il s'agit en quelque sorte d'un retour aux méthodes de réquisition. En quoi consiste au juste ce projet, que beaucoup considèrent comme assez extravagant? Le ministre pourrait-il éclairer notre lanterne?

[Français]

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général):** Monsieur le président, il s'agissait simplement d'un projet que j'ai exposé et qui n'est pas encore dans sa forme finale. Le projet repose sur une base absolument volontaire de part et d'autre, c'est-à-dire que nous voulons satisfaire à deux besoins fondamentaux: premièrement, les gens à la retraite sont souvent inoccupés, alors qu'ils sont prêts à servir la communauté; deuxièmement, ils ont souvent besoin d'un revenu supplémentaire.

Par ailleurs, les prisonniers qui ne présentent pas de danger grave pour la société pourraient être hébergés par ces retraités et trouver peut-être, pour la première fois dans leur vie, un milieu chaleureux, accueillant et productif. Donc, c'est dans un sens purement volontaire de part et d'autre que ce programme pourrait être élaboré, et c'est simplement pour lancer l'idée que j'ai fait cette remarque à Edmonton.

Maintenant, si l'honorable député n'aime pas que je fasse mes annonces...

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

[Traduction]

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, le ministre ne nous a pas révélé pour quelle raison il a affiché un pareil dédain à l'égard de la Chambre en ne faisant pas cette déclaration dans cette enceinte. En second lieu, j'aimerais savoir s'il n'a pas reçu aujourd'hui, à son bureau, des protestations émanant des hôpitaux d'Ottawa, et l'informant que les personnes âgées étaient très inquiètes à la suite de cette déclaration. N'a-t-il pas reçu de tels messages?

[Français]

**L'hon. M. Goyer:** Monsieur le président, il y a certainement eu mauvaise interprétation de ma pensée, et je sais que certaines personnes pensaient qu'elles perdraient leur pension si elles n'acceptaient pas un détenu chez elles. C'est absolument erroné, bien sûr, et le très honorable député le comprendra.

Quant à l'annonce à la Chambre, afin de savoir si le programme est arrêté dans sa forme finale, elle sera certainement faite. Mais j'ai tout simplement voulu échanger des idées avec les gens de l'Ouest, qui m'apparaissent très réceptifs à de telles idées.

[Traduction]

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, je vois que le ministre du Commerce et de l'Industrie se réjouit du fait que l'annonce ait été faite à l'extérieur de la Chambre. L'explication du ministre ne vaut rien. Qu'il réponde maintenant à la question que je viens de lui poser. N'a-t-il pas reçu de plaintes quant au nombre de vieillards qui se sont trouvés dans les salles d'urgence des hôpitaux de cette ville à la suite de sa déclaration à l'extérieur de la Chambre, une déclaration de plus haut ridicule?

[Français]

**L'hon. M. Goyer:** Monsieur le président, je ne suis pas au courant. Mais je ne vois pas pourquoi cela rendrait des

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

gens malades, et je ne vois pas pourquoi le très honorable député se rendrait malade à cause d'une telle idée.

[Traduction]

**M. Barry Mather (Surrey-White Rock):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au solliciteur général au sujet du projet d'installer des détenus dans les foyers de personnes âgées. Songera-t-on à respecter le régime des détenus ainsi casés ou le gouvernement envisage-t-il d'augmenter les revenus des pensionnés afin de leur permettre de manger aussi bien que les détenus?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Nous allons passer à un autre sujet.

\* \* \*

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS—L'ÉNONCÉ D'UNE POLITIQUE AVANT LA VISITE DE NIXON

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre suppléant. Le gouvernement a-t-il l'intention d'annoncer sa politique touchant les investissements étrangers au Canada avant l'arrivée du président Nixon le 13 avril prochain, de sorte que cette politique puisse lui être expliquée et faire l'objet d'entretiens au cours de sa visite, surtout étant donné que le document de travail a été récrit complètement et qu'il était nécessaire, paraît-il, de terminer cette tâche avant d'annoncer cette politique?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je ne saurais dire si nous pourrions faire une déclaration avant l'arrivée du président, mais je puis assurer à la Chambre que la présence du président au Canada n'aura rien à voir avec la décision que le Canada prendra à cet égard.

**L'hon. M. Hees:** Étant donné l'incertitude dont fait preuve le gouvernement, le premier ministre compte-t-il faire annoncer cette politique par le président Nixon lors de sa visite au Canada, comme la dernière étape d'une série passionnante de progrès extraordinaires?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. La question ainsi formulée est irrecevable.

\* \* \*

### L'ÉNERGIE

#### LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA BAIE JAMES—LES DIFFICULTÉS POSÉES PAR LES INDIENS ET L'ENVIRONNEMENT

**M. Raymond Rock (Lachine):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, mais en son absence, je vais la poser à son suppléant. Le ministre pourrait-il nous dire quelles sont les mesures que prend le gouvernement en vue de régler au plus vite le problème des Indiens et de leur environnement dans la région de la baie James, afin que la province puisse mettre en œuvre sans tarder son projet hydroélectrique et créer ainsi de nouveaux emplois.

• (1500)

**M. Allan B. Sulatycky (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):**